



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHS Novillars

Besançon, le 13 février 2023

Faire reculer le gouvernement, oui, c'est possible !

Les énormes cortèges dans toutes les villes, grandes, moyennes et petites, les grèves dans des entreprises privées comme dans les services publics, la mobilisation de la jeunesse avec les blocages de facs et de lycées, tout montre que nous sommes unanimes à rejeter le projet. Chaque manifestation apporte de nouveaux manifestants remplaçant, et au-delà, ceux qui n'ont pas pu revenir. Les questions que tout le monde se pose maintenant sont : comment faire reculer le gouvernement, comment gagner ?

Un gouvernement vomé par le monde du travail tout entier

Parmi les salariés, personne ne peut plus supporter les apparitions à la télé de ministres prétentieux qui ne connaissent rien de la vraie vie et osent venir nous donner des leçons, à nous, qui faisons tourner la société. On n'en peut plus de leur façon de venir nous dire : « Vous n'avez pas bien compris, je vais vous expliquer »... On a très bien compris que ce qui menace le système des retraites, c'est leur volonté de puiser dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches.

Comment préparer les prochaines étapes ?

La prochaine grosse échéance annoncée par l'intersyndicale est le 7 mars, et sans doute le 8 dans la foulée comme dans les transports parisiens qui ont prévu une grève reconductible. L'intersyndicale nationale a dit être prête à « mettre le pays à l'arrêt » si le gouvernement ne retire pas son projet. Et, comme étape, elle a annoncé une nouvelle journée de mobilisation jeudi prochain, le 16 février.

Le retrait du projet, c'est le minimum. Mais cela fait plus de 30 ans que, sans autre raison qu'appauvrir les plus anciens, les gouvernements successifs ont dégradé le système des retraites. En 1982, alors que les richesses produites étaient bien moindres, pour tous les salariés, la retraite était à 60 ans avec 37,5 annuités. Ce qui était possible en 1982 l'est *a fortiori* 41 ans plus tard dans une société bien plus riche.

Aller vers la grève générale

L'intersyndicale a menacé de « mettre le pays à l'arrêt ». Oui, il faut aller vers une grève générale qui remette les pendules à l'heure. Sans les travailleurs, rien ne se produit. Si nous croisons les bras, la

production ne sort pas et adieu les profits patronaux et les dividendes pour les actionnaires.

Nous le savons tous : quelques journées de paralysie de l'économie feraient vraiment basculer le rapport de force en notre faveur. La journée du 7 mars peut être une étape importante vers une grève générale.

Nous avons besoin de discuter entre nous

C'est par tous les bouts que ce gouvernement s'efforce de prendre dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches. Il multiplie les attaques, retraites, mais aussi conditions de travail et pouvoir d'achat.

Nous avons besoin d'échanger, entre nous, syndiqués ou non syndiqués, sur toutes ces questions et sur ce que nous devons faire pour gagner : quand et comment continuer la grève plusieurs jours de suite, sans attendre une prochaine date lointaine ? Comment élargir le mouvement, convaincre les collègues qui ne sont pas encore mobilisés et nous adresser aux autres entreprises et secteurs du monde du travail ?

La préparation des manifs et les cortèges eux-mêmes sont une première occasion d'avoir ces discussions. Mais nous avons besoin d'établir de véritables liens entre nous, de tenir des réunions, des assemblées générales de grévistes : avec des mouvements seulement chapeautés d'en haut, le risque existe que le lâchage d'un syndicat mette en danger la mobilisation de tous – nous savons que cela s'est déjà produit. C'est notre mouvement, il est normal que nous le contrôlions de bout en bout.

Tous ensemble, nous pouvons et nous allons gagner !

Tous à la manifestation jeudi à Besançon : 14 heures, avenue du 8 mai 1945 (Chamars)

Nérée prend l'eau

Faute de personnel médical, la direction, sur proposition de l'encadrement, a décidé de geler quatre lits à l'unité Nérée. Quand ce ne sont pas les infirmiers qui manquent ; ce sont les médecins. Rappelons que cette unité venait juste d'ouvrir. Mais pas de panique, l'accréditation ne soulignera pas que l'hôpital manque de moyens, ce qui les intéresse c'est l'affichage dans les services !

Des tensions insupportables

Impossible de faire hospitaliser des patients qui vont mal et nécessitent des soins, les pavillons sont pleins à craquer. Les unités qui ont gelé des lits se voient régulièrement sollicitées pour les rouvrir sans personnel supplémentaire et désormais, il paraît que certains patients arrivent dans les services dédiés aux personnes âgées. On espère juste que la direction a rempli le dossier sur la maltraitance.

Pénurie de personnel de nuit

C'est impressionnant le nombre de postes de nuit vacants. Toutes les semaines, nous avons droit à une note de service recherchant des soignants de nuit. Il faut dire que les conditions de travail déjà difficiles se sont dégradées la nuit aussi. Difficulté de poser des congés, violence dans les unités d'admission... Quant au personnel de jour, nous devons régulièrement faire des nuits pour pallier la situation.

Il faut suivre !

Il y a un mois à peine, après plusieurs cas positifs au Covid, le pavillon des Rosiers s'est transformé en service de réanimation avec des isolements pour les patients, et pour nous, des tenues de scaphandrier. Mais désormais, comme dit la direction, le Covid est considéré comme « une maladie de droit commun ». Donc, nous sommes priés de venir au boulot même si nous sommes positifs et en plus la direction ne manque pas de nous rappeler que nous aurons un jour de carence en cas d'arrêt.

Ras-le-bol

Aux Rosiers, la situation est intenable. Depuis le départ de plusieurs agents non remplacés, nous sommes obligés de compenser les manques. Les plannings changent presque tous les jours et tant pis si nous avons des impératifs familiaux ou personnels. Quant à l'encadrement, cela ne semble pas les affecter plus que ça. Peut-être faudra-t-il que l'on se fâche.

Et encore un poste en moins

Au Colombier, nous ne travaillons plus qu'à cinq depuis le départ en retraite d'une collègue en mai l'an

dernier. L'encadrement nous a fait miroiter que cette situation serait provisoire. Mais voilà, à la réunion institutionnelle, elle nous a annoncé que désormais la suppression du poste de jour était définitive. Nous sommes donc conviés à diminuer notre activité, car désormais nous serons la plupart du temps seuls avec les patients.

Faire pression sur les jeunes

À l'Ipsi, les notes de service s'enchaînent pour dissuader les étudiants de rejoindre les manifestations. Ceux-ci ont été avertis qu'ils seraient mis en absence non justifiée. Une atmosphère de caserne censée préparer à la vie professionnelle ?

28 000 morts, voire deux ou trois fois plus ?

Six jours après les deux tremblements de terre qui ont touché le sud la Turquie et le nord de la Syrie, l'ONU annonce 28 000 morts et peut-être deux ou trois fois plus. À l'horreur du tremblement de terre s'ajoutent les conditions climatiques, où les survivants meurent de froid. Les rescapés sont entassés dans des gymnases sans rien à boire ni à manger. Beaucoup ont fait remarquer qu'Erdoğan était plus prompt à envoyer des tanks et des avions dans ces zones habitées majoritairement par les Kurdes que des ambulances et des pompiers. Le gouvernement répond aux critiques par la répression en emprisonnant des opposants et en fermant Twitter.

Les habitants se sont bien rendu compte que la plupart des bâtiments détruits ont moins de dix ans. La spéculation immobilière, la tricherie sur les normes antisismiques, la corruption des fonctionnaires d'État sont une répétition, en pire, de ce qui s'était passé lors du précédent tremblement de terre en 1999. Le cynisme de ce gouvernement est sans limite.

Des centaines de milliers pour la santé

Dimanche 12 février, des centaines de milliers de personnes, près d'un million selon les organisateurs, ont manifesté à Madrid pour réclamer des moyens pour la santé. La manifestation, organisée par des collectifs d'habitants, est la troisième de cette ampleur depuis trois mois dans la capitale espagnole. Ils reprochent aux autorités régionales de favoriser les prestataires de soins privés au détriment des services de santé publique, surmenés et en difficulté financière. Il en résulte un système qui maltraite à la fois les professionnels et les patients. Une situation qu'on connaît bien également de ce côté des Pyrénées.

Défilant derrière une banderole proclamant « *La santé ne se vend pas, elle se défend* », les protestataires sont en passe de réussir à étendre le mouvement à toute l'Espagne. Et demain à la France ?